

“La communauté musulmane ne veut pas de lois anti-terroristes” – par Robert Spencer

écrit par Laveritetriomphera | 1 mai 2015



UK: Les musulmans britanniques dénoncent ” Un ciblage permanent du public à l’encontre des musulmans suite à des lois anti-terroristes à n’en plus finir”

publié le 11/03/2015 par Robert Spencer.

“Nous rejetons l’image qui est faite des musulmans et de la communauté musulmane comme étant une menace pour la sécurité nationale “. La communauté musulmane ne veut pas de lois anti-terroristes. Quel serait le résultat si des lois anti-terroristes n’avaient pas été décidées ? Le djihad imposerait

à la population encore plus de terreur. On peut noter, également que Dilly Hussain, un porte-parole du groupe, affiche une liste des 62 signataires dans laquelle on relève des théoriciens islamiques modérés aux côtés de noms de personnes jugées “controversées” comme Dilly Hussain l’admet lui même, et parmi certains de ces signataires “modérés” figure Musharraf Hussain lequel est un conseiller auprès de la très appréciée [Fondation Quilliam](#) .

Des personnes liées à la Fondation Quilliam et [Hizb ut-Tahrir](#) œuvrant pour une cause commune. Comme c’est intéressant...

Où avons-nous observé une seule fois qu’une organisation musulmane puisse honnêtement s’impliquer dans la lutte contre le terrorisme et le djihad et vouloir leur éradication? En revanche , tout ce que nous obtenons, même des musulmans dits “modérés” est une continuelle plainte quant aux mesures anti-terroristes prises par le gouvernement britannique.

«Les musulmans britanniques s’insurgent contre les lois anti-terroristes lesquelles seraient à leur encontre, une forme de “chasse aux sorcières ” par [Alexandra Topping, Nishaat Ismail, Shiv Malik](#), le 11 Mars, 2015:

Si on écoute les signataires (dont plusieurs personnalités controversées) d’une déclaration nationale très ferme, une rhétorique anti-islamique et des “lois” anti-terroristes ” à n’en plus finir, courent le risque de créer une forme de “chasse au sorcière” comparable au [maccarthysme](#) à l’encontre des musulmans.

La déclaration prend à partie le gouvernement, lequel “criminaliserait” l’Islam et essaierait de faire taire “des critiques légitimes et des divergences”, et cette protestation dénonce une “diabolisation permanente des musulmans de Grande-Bretagne [et] de leurs valeurs, dont des savants, des conférenciers et des organisations pro-islamiques”.

Figure au nombre des signataires : [Moazzam Begg](#) directeur de l'information pour [Cage](#), cette organisation fut au centre de toutes les attentions la semaine dernière alors qu'elle s'évertuait à expliquer la radicalisation du meurtrier, issu de l'EI, [Mohammed Emwazi](#). Figurent parmi les signataires également, des membres de l'organisation islamiste Hizb ut-Tahrir, laquelle est interdite dans plusieurs pays dont l'Allemagne.

Cette déclaration fait suite à des propos prononcés plus tôt dans la semaine par le "Home Office" [NDT : équivalent britannique du ministère français de l'intérieur] lequel prévoit une réponse "plus énergique" à l'encontre de l'extrémisme islamique, via une série de mesures, incluant l'administration de sanctions envers les demandeurs de prestations qui n'apprennent pas l'anglais et qui sont des demandeurs de visa tout en s'engageant à respecter les "valeurs britanniques".

Cette déclaration, vue par "le gardian" se comprend de cette façon : *"Nous rejetons l'image qui est faite de nous les musulmans et de la communauté musulmane comme étant une menace pour la sécurité nationale. Le dernier amendement du parlement comme la loi sur la sécurité et le terrorisme, court le risque de créer une forme de chasse aux sorcières comparable au [maccarthysme](#) à l'encontre de notre communauté incluant des employés de crèche, des enseignants, et les universités lesquels vont devoir se renseigner quant aux signes religieux extérieurs révélateurs d'une "radicalisation" due à une recrudescence de la foi dans la pratique islamique".*

Les signataires affirment que la "question musulmane" est exploitée à des fins de politique globale en perspective des élections législatives.

La déclaration se lit, entre autre, de cette façon : *"Exploiter les craintes des gens sur la sécurité est aussi scandaleux que d'exploiter les inquiétudes de la nation à*

propos de l'immigration". On continue la lecture : " Ces deux 'peurs' détournent l'attention du public sur des situations de crises dans l'économie et la santé, mais, on est là, face à des tactiques primaires visant à créer la division dans la population, où les grands partis tentent inévitablement de se surpasser les uns les autres dans la bassesse".

[Jahangir Mohammed, directeur du centre dédié à l'islam dans la société britannique](#) a déclaré que la loi sur le terrorisme et la sécurité faisait de toute la communauté musulmane une cible. *"La politique de lutte contre le terrorisme est imparfaite et aliénante," a-t-il dit. "Cette approche ne fonctionne pas et va effectivement se retourner contre ceux qui l'ont éditée. L'ensemble de la communauté musulmane est blâmé pour les actions violentes de quelques-uns et en conséquence les musulmans de Grande-Bretagne se sentent marginalisés "*.

Il a ajouté que la loi légitimerait les soupçons de la fonction publiques envers les musulmans quant à leurs croyances et leurs opinions politiques. *" Tout cela va à l'encontre de la politique d'égalité entre les citoyens lesquels ne doivent pas subir de discriminations quant à leurs convictions politiques et religieuses".* Il continue: *" ce qui contribuera à détruire les bonnes relations entre les communautés, lesquelles ont demandé de nombreuses années pour se construire, et permettra de traiter les musulmans comme faisant partie d'un groupe sujet à la suspicion".*

Interrogé quant à ses propos sur la loi, laquelle pourrait se retourner contre le gouvernement, il a ajouté: *"Certains peuvent être tentés de l'observer sous un éclairage déplaisant mais, dans l'ensemble, les musulmans ne sont pas inquiets sur ce sujet: ils sont très en colère et frustrés par le climat et la politique actuels qui règnent actuellement en Grande Bretagne, lesquels ciblent la communauté musulmane, et il veulent que leurs voix soient entendues "*.

La liste des signataires comprend aussi des personnalités converties à l'Islam comme [Yvonne Ridley](#) et la demi-sœur de Cherie Blair, [Lauren Booth](#) ainsi que l'intellectuel [Dr Reza Pankhurst](#) qui est un membre du Hizb ut-Tahrir et qui a passé quatre ans dans une prison égyptienne pour avoir essayé de recruter des disciples pour servir la cause de sa secte en 2002.

Un autre signataire est [Shakeel Begg](#) l'imam du Centre Islamique de Lewisham, fréquentés par les [tueurs de Woolwich](#) Michael Adebolajo et Mchael Adebowale, dans les mois qui ont précédés le meurtre de Drummer Lee Rigby.

La déclaration continue dans sa critique de la loi: *"le ciblage sans répit des musulmans, par le public, suite à des lois anti-terroriste à n'en plus finir"* auxquelles s'ajoutent 10 textes de loi du même acabit depuis l'an 2000. Les signataires revendiquent le fait que ce genre de législation donne un "énorme pouvoir à l'État", nourrissant une "hystérie médiatique" toujours selon cette déclaration.

L'ensemble des signataires signale que l'utilisation de mots tels que "radicalisation" et "extrémisme" bloque le débat, ajoutant qu'il est "inacceptable d'étiqueter comme 'extrémistes' de nombreuses opinions normatives sur une pléthore de différents sujets".

Dilly Hussain, un porte-parole du groupe, a déclaré que la liste des 62 signataires incluait des théoriciens islamiques dits modérés et des noms de personnes qu'il reconnaît lui-même comme "controversées", Il a souligné la sympathie [pour la pétition] d'[Arzu Merali](#) de la Commission islamique des droits de l'homme, et de Musharraf Hussain, directeur général et imam principal à l'Institut Karimia et **conseiller à la Fondation Quilliam.**

Il a été demandé au [Conseil musulman traditionnel de Grande Bretagne](#), lequel ne pouvait pas être immédiatement contacté

pour la déclaration, pourquoi il ne figurait pas sur la liste des signataires. Hussain a déclaré que les membres de la MCB étaient signataires, mais comme l'organisation représente 500 mosquées avec des opinions différentes, cette situation ne facilitait pas la tâche à la MCB pour signer une telle déclaration.

[Tauqir Ishaq](#), un des porte-paroles principal pour le "[Forum d'action musulmane \(CRG\)](#)", lequel a organisé un rassemblement de milliers de musulmans britanniques pour protester contre les caricatures montrant le prophète Mahomet, déclare que les Musulmans se sentaient frustrés et déçus.

Il a ajouté : *"Les 'croyants' sont invités à composer avec leur foi et beaucoup estiment que, dans ce cas, aucune alternative ne leur est laissée. Le contexte actuel alimente des controverses où les jeunes sont amenés à quitter la Grande Bretagne pour se rendre en Syrie "*.

Ishaq a ajouté qu'il avait travaillé sur la "déradicalisation" de personnes pendant un certain nombre d'années, mais que la législation antiterroriste du gouvernement et la stratégie de prévention avaient favorisé l'extrémisme émergeant. Il a déclaré: *" des 'descentes de police' dans les mosquées et des enquêtes sur des organismes de bienfaisance ne sont pas un moyen pour faire face à l'extrémisme. Chaque musulman est traité avec suspicion et il est l'objet d'un traitement choquant. Des célébrités comme [Jimmy Savile](#) et [Gary Glitter](#) ne représentent pas l'ensemble des célébrités britanniques, alors, pour quelle raison une minorité d'individus qui font quelque chose de mal, devient-elle une représentation de l'ensemble de ceux qui professent la religion musulmane ?"*.

Cette déclaration énergique nous informe "de sa préoccupation pour la paix et la sécurité pour tous" mais ajoute: *"Cependant, nous refusons d'être l'objet de discours sur la consolidation de la paix et de l'harmonie sociale par un gouvernement qui joue la politique de la division et utilise*

la peur pour susciter le désarroi dans le grand public, cautionne l'opposition politique à la tyrannie de dictateurs dans le monde musulman, lesquels continuent à brutaliser leur peuple, tout en continuant à les soutenir.

Ci-dessous l'intégralité de la déclaration:

La communauté musulmane rejette l'état de fait qui consiste à criminaliser l'Islam et qui condamne les initiatives pour faire taire la critique légitime et le désaccord. Cette déclaration commune exprime un positionnement par rapport à la diabolisation permanente dont sont l'objet les musulmans de Grande-Bretagne, de leurs valeurs, incluant d'éminents professeurs, des orateurs et des organisations islamiques.

Nous, les soussignés imams, cheikhs, avocats, militants, dirigeants communautaires, organismes communautaires et associations étudiantes de la communauté musulmane, apportons les précisions suivantes sur ce sujet:

1) Nous rejetons l'exploitation qui est faite de la "questions musulmane" et de la "menace terroriste" à des fins politiques, en particulier en perspective des élections législatives. Exploiter les craintes du public sur la sécurité est aussi odieux que d'utiliser les inquiétudes des citoyens britanniques face à l'immigration.

Ces deux préoccupations détournent l'attention générale de crises dans l'économie et dans le domaine de la santé, et sont des manipulations primaires pour créer la division là où les grands partis tentent inévitablement de se surpasser les uns les autres dans la bassesse.

2) Nous déplorons le ciblage continu des musulmans par la population via des lois à n'en plus finir contre le "terrorisme". Dix textes de loi environ ont été promulgués depuis l'an 2000, tous donnent d'énormes pouvoirs à l'État, alimentant l'hystérie des médias, même si, dans la plupart des cas, aucun crime n'a été commis. Un contre-coup pénible et

dangereux envers les musulmans en a résulté, atteignant en particulier les femmes et les enfants.

3) Nous récusons l'image qui est faite des musulmans et de la communauté islamique comme étant une menace pour la sécurité nationale. La dernière loi votée au parlement "Loi sur la sécurité et l'anti-terrorisme" menace de créer une sorte de "maccarthysme" avec "une chasse aux sorcières" à l'encontre des musulmans, incluant des employés de crèche, des enseignants et les universités lesquels vont devoir se renseigner quant aux signes religieux révélateurs d'une "radicalisation" due à une recrudescence de la foi dans la pratique islamique. Un tel scénario ne ferait que nuire à la cohésion sociale car il incite à la suspicion et au ressentiment dans le reste de la population.

4) L'utilisation judicieuse de termes vagues et politiquement chargés comme "radicalisation" et "extrémisme" est inacceptable car il criminalise un discours politique légitime ainsi que la critique de la position des gouvernements successifs envers les musulmans de Grande Bretagne et à l'étranger. Nous nous opposons fermement à des propositions d'ordre politiques qui provoquent l'"agression" et la "répression" envers ceux qui, dans la communauté musulmane, expriment leur désaccord alors qu'ils ont condamné la violence et n'ont jamais approuvé des actes de terrorisme.

5) De même, il est inacceptable d'étiqueter comme "extrémistes" les nombreux jugements normatifs basés sur le coran et la sunna du prophète Mohamed, formulés par les musulmans sur différentes questions, signifiant de facto un lien entre ces opinions et la violence. L'utilisation de ce genre d'"étiquette" est un alibi pour réduire au silence des intervenants.

6) Nous confirmons notre participation à un discours et à un débat politique et idéologique sérieux ayant pour thème le bien de l'humanité en général. Nous sommes face à des

tentatives de l'État pour "saboter" cette remise en question, son engagement envers ses propres prétendues valeurs libérales et les libertés démocratiques.

7) Nous confirmons notre préoccupation quant à la paix et la sécurité pour tous. Cependant, nous refusons d'être l'objet de discours sur la consolidation de la paix et de l'harmonie sociale par un gouvernement qui joue la politique de la division et utilise la peur pour susciter le désarroi dans le grand public, cautionne l'opposition politique à la tyrannie de dictateurs dans le monde musulman, lesquels continuent à brutaliser leur peuple, tout en continuant à les soutenir.

8) Nous confirmons notre volonté quant à l'attachement à nos croyances et à nos valeurs, nous voulons parler de ce qui est juste et de ce qui est faux sur la base de nos principes, que ce soit sur des questions telles que la sécurité des citoyens, le monopole des entreprises, la guerre et la paix, l'exploitation économique, les questions d'ordre sociale et morale, le nationalisme et le racisme. Ne pas le faire serait dangereux et laisserait la communauté musulmane sans repaires.

9) Nous appelons toutes les personnes intègres en Grande-Bretagne – incluant les hommes politiques, les journalistes, les universitaires, des blogueurs et tous ceux concernés par la justice pour tous – de continuer à observer les manipulations alarmistes, les campagnes de peur et les machinations des politiciens, ce qui n'augure rien de bon pour l'harmonie sociale et ne fait qu'augmenter l'égarement ressenti et vécu par la communauté musulmane de Grande-Bretagne.

Le temps est venu pour les politiciens de cesser de détourner l'attention de l'opinion publique britannique loin des préoccupations quant aux crises à l'intérieur du pays, et de la politique étrangère désastreuse, en jouant à plusieurs reprises la carte de "l'islam" ou de la "sécurité nationale".

Signataires:

1. Abdurraheem Green, iERA
2. Anjum Anwar, teacher/chair of Woman's Voice
3. Arzu Merali, Islamic Human Rights Commission
4. Dr Abdul Wahid, Hizb ut-Tahrir, Britain
5. Dr Musharraf Hussain, CEO and chief imam, Karimia Institute
6. Dr Reza Pankhurst, author and academic
7. Dr Saeed Al-Gadi, presenter at Islam Channel
8. Dr Shahrul Hussain, Birmingham
9. Dr Uthman Lateef, Hittin Insitute
10. Hodan Yusuf, journalist
11. Ibrahim Hewitt, Leicester
12. Ibtihal Bsis, barrister, broadcaster, Hizb ut-Tahrir
13. Imam Abdul Wahhab, east London
14. Imam Abdul-Malik Sheikh, imam and khatib, London
15. Imam Abdul Mateen, east London
16. Imam Aziz Ibraheem, Iman Trust Community Centre, St Helens
17. Imam Irfan Patel, Jamiah Masjid, Gillingham
18. Imam Shakeel Begg, Lewisham Islamic Centre
19. Jahangir Mohammed, Centre for Muslim Affairs
20. Lauren Booth, journalist
21. Mahmud Choudhury, secretary, Poplar Shahjalal Masjid
22. Massoud Shadjareh, Islamic Human Rights Commission
23. Moazzam Begg, director of Outreach, Cage
24. Muhammad Mustaqeem Shah, Al-Mustaqeem Centre, Bradford
25. Shaikh Abu Abdissalam, London
26. Shaikh Haitham Haddad, MRDF
27. Shaikh Haitham Tamim, chairman of the Utrujj Foundation
28. Shaikh Khaled Fekry, imam, London
29. Shaikh Omer Hamdoon, Muslim Association of Britain
30. Shaikh Sulaiman Gani, south London
31. Shaikh Zuber Karim, Intelligence Finance Consultancy
32. Shaikh Tauqir Ishaq, CEO, Hijaz College
33. Ustadh Kamal Abu Zahra, lecturer on Islamic studies,

London

34. Yusuf Chambers, freelance community activist
35. Yusuf Patel, SRE Islamic
36. Azad Ali, Muslim Safety Forum
37. Asghar Bukhari, Muslim Public Affairs Committee, UK
38. Roshan Muhammad Salih, broadcaster and journalist
39. Ghulam Haydar, director, Myriad Foundation
40. Shoaib Khalid Bhatti, Muslim Lobby, Scotland
41. Dr Daud Abdullah, British Muslim Initiative
42. Shaikh Chokri Majoli, imam, London
43. Yvonne Ridley, vice-president, European Muslim League
44. Muhammad Shofiq, Ramadan Foundation, Rochdale
45. Hasan Al Katib, journalist
46. Mazhar Khan, Manchester Muslim Forum
47. Saaqib Abu Ishaaq, Project Medinah, Rochdale
48. Omar Ali, chair, Brighton and Hove Muslim Community
49. Sofia Ahmed, Muslim Women Against Femen
50. Nalini Naidoo, Newham Muslim Women's Association
51. Irfan Hussain, Bradford Dawah Centre
52. Leyla Habibti, humanitarian activist
53. Tasmin Nazeer, freelance journalist
54. Ali Anees, Eccles Mosque
55. Saeed Akhtar, Cheadle Mosque
56. Yousef Dar, Community Safety Forum, Manchester
57. Dr Shameel Islam-Zulfiqar, humanitarian campaigner
58. Majid Freem, humanitarian aid worker, friend of Alan Henning
59. Laura Stuart, humanitarian aid worker, journalist and activist
60. Fatima Barkatula, scholar and director of Seeds of Change
61. Ibrahim Kala, Bolton Council of Mosques

Traduit de l'anglais par **Lavéritétriomphera**

http://www.jihadwatch.org/2015/03/uk-muslims-decry-the-continued-public-targeting-of-muslims-through-endless-anti-terror-laws?utm_source=Jihad+Watch+Daily+Digest&utm_campaign=b3ff1c54f8-Daily_Digest&utm_medium=email&utm_term=0_ffcbf57bbb-b3ff1c54f8-123562353